



Dossier

analyse

Par **Jean-Paul Burdy**, maître de conférences d'histoire à Sciences Po Grenoble (master Méditerranée-Moyen-Orient), chercheur au laboratoire GREMMO (Maison de l'Orient, Lyon).

Photo ci-dessus :
Le 3 août 2013, à Téhéran, l'ayatollah et Guide suprême, Ali Khamenei (au centre), approuve officiellement l'élection de Hassan Rohani (à droite) en tant que nouveau président succédant à Mahmoud Ahmadinejad (à gauche). Hassan Rohani, âgé de 65 ans, a été élu le 15 juin 2013 en tant que septième président de l'Iran (depuis 1979), à la surprise générale. Alors que l'Iran fait face à de profondes difficultés économiques consécutives au régime de sanctions imposé par les pays occidentaux contre son programme nucléaire, cette élection a été perçue comme une importante preuve d'ouverture au dialogue et à la négociation sur ce dossier sensible.
(© AFP/Khamenei.ir)



La République islamique d'Iran, au cœur de recompositions potentielles au Moyen-Orient, 2001-2014

Le dernier cycle de discussions sur le nucléaire entre l'Iran et le groupe 5+1, entamé à Vienne le 3 juillet 2014, bute toujours sur la question du contrôle de l'enrichissement de l'uranium et du nombre de centrifugeuses. La date butoir pour la conclusion des négociations a donc été reportée au 24 novembre, premier anniversaire de l'accord transitoire conclu à Genève, qui avait été salué comme très prometteur. À ce jour, pourtant, rien n'est encore acquis.

Entré en vigueur le 20 janvier 2014, l'accord transitoire de Genève du 24 novembre 2013 a, après des concessions de Téhéran, suspendu certaines sanctions, mais maintenu celles qui pèsent le plus lourdement sur l'économie iranienne. L'enjeu de Vienne est donc de taille : il s'agit d'obtenir de Téhéran un renoncement définitif à un programme d'enrichissement suspecté d'avoir des finalités militaires. Pour le président Obama, qui a ouvert en 2013 des négo-

ciations secrètes avec Téhéran, l'accord pourrait permettre le rétablissement de relations diplomatiques rompues en 1980. Mais les négociations de 2013-2014 pourraient n'être que de nouvelles occasions manquées. D'autant qu'elles se déroulent dans un contexte régional profondément déstabilisé par les révoltes arabes – en particulier par la guerre en Syrie. Deux mille treize a certes marqué un tournant, à la fois par l'élection du président Hassan Rohani et par la volonté américaine



de faire bouger les lignes. Mais, à l'été 2014, alors que deux conflits viennent de se réactiver, en Irak et en Palestine, trois scénarios doivent être envisagés : enlisement, échec, succès.

La décennie 2000 : des occasions manquées

La relation des États-Unis à l'Iran est déterminée, depuis 1979, par le traumatisme de la prise d'otages à l'ambassade américaine, entretenue par l'antiaméricanisme rituel du régime iranien. Pourtant, après la mort de l'imam Khomeiny, plusieurs fenêtres d'opportunités ont été ouvertes pour une restauration des relations bilatérales, sous les présidents Rafsandjani (1989-1997) puis Khatami (1997-2005). Ceux-ci ont échoué, les choix stratégiques en politique étrangère restant le monopole du Guide suprême, Ali Khamenei⁽¹⁾. Les attentats du 11 septembre 2001 représentent une occasion manquée par les Américains. Les manifestations de solidarité avec le peuple américain étaient nombreuses en Iran, et la République islamique a immédiatement condamné les attentats et s'est associée aux résolutions onusiennes de lutte contre le terrorisme international. Peu après, Téhéran a soutenu l'intervention sous mandat de l'ONU contre le régime des talibans afghans et leurs alliés d'Al-Qaïda. Influents en Afghanistan, les Iraniens ont proposé leur assistance. Mais au lieu de saisir l'occasion pour abandonner le qualificatif d'«État voyou» appliqué depuis 1980 à l'Iran, George W. Bush et les néoconservateurs le classent en 2002 au cœur de l'«Axe du mal». Seconde occasion manquée en 2003, quand l'intervention en Irak balaie le régime de Saddam Hussein. La convergence des intérêts stratégiques américains et iraniens était alors grande : les Iraniens, débarrassés de la menace de l'expansion

sionnisme irakien, rétablissaient leurs liens historiques avec le chiisme de Mésopotamie, et ont pu exercer leur influence sur le gouvernement de Bagdad quand le chiite Nouri Al-Maliki en a pris la tête en 2006. Là encore, les Américains ont sous-estimé l'intérêt qu'il pouvait y avoir à renouer des relations avec l'Iran pour rétablir un nouvel État irakien.

• Nucléaire militaire, sanctions et realpolitik

La crise du nucléaire, ouverte en 2002 par la révélation d'un programme secret de Téhéran, a réactivé les tensions, renvoyé la République islamique dans un nouvel isolement international, et fourni au président Ahmadinejad, élu en 2005, des arguments de diatribe contre les États-Unis, Israël et les Occidentaux. Les sanctions américaines sont bien antérieures à 2002,

“ La relation des États-Unis à l'Iran est déterminée, depuis 1979, par le traumatisme de la prise d'otages à l'ambassade américaine, entretenue par l'antiaméricanisme rituel du régime iranien. ”

mais la crise les a inexorablement durcies. Ce dossier nucléaire est très complexe. Il implique un retour à l'histoire des programmes lancés dès les années cinquante, avec le soutien des Américains, des Français et des Allemands. Il ressortit au droit international : l'Iran, membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), est partie au Traité de non-prolifération (TNP) de 1970 – au contraire de trois États «proliférateurs», détenteurs de l'arme nucléaire : Israël, le Pakistan et l'Inde. Il fait l'objet de différentes lectures, dont certaines plus idéologiques que ressortissant à la théorie réaliste des relations internationales. L'hypothèse «apocalyptique» est largement portée par Israël et les néoconservateurs américains : elle postule que l'objectif iranien est d'avoir «la bombe» le plus rapidement possible, pour rayer Israël de la carte. Dans une lecture géopolitique réaliste, l'Iran à potentialité nucléaire déployerait une stratégie rationnelle pour devenir la principale puissance régionale au Moyen-Orient. L'hypothèse du «seuil» a été peu explorée : l'objectif de maîtrise des technologies du nucléaire militaire serait d'atteindre le seuil nucléaire, donc de maîtriser toute la filière de la bombe, sans la construire. On pourrait y ajouter une lecture «gaulliste», qui appliquerait à l'Iran l'argumentaire du général de Gaulle pour la bombe française : l'arme iranienne serait «une bombe nationale», dans une stratégie de dissuasion et de sanctuarisation du territoire. Après 2002, la stratégie iranienne a consisté à nier tout programme militaire, et à gagner du temps dans le cadre de l'AIEA, en concédant très peu. Suivant initialement les directives du Guide, M. Ahmadinejad a exploité condamnations et sanctions internationales pour jouer la carte du nationalisme, et obtenir des soutiens auprès de régimes antioccidentaux. Bien qu'ayant



Photo ci-contre :

Le 29 janvier 2002, à Washington, l'ancien président américain, George Walker Bush Jr. prononce son premier discours sur l'état de l'Union après les attentats du 11 septembre. Dans ce discours, George Bush intègre l'Iran à ce qu'il nomme un «axe du mal», aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, prolongeant durablement le contentieux existant entre les deux États. (© AFP/Paul J. Richards)



Dossier



Photo ci-contre :

L'histoire de la centrale nucléaire de Bushehr rejoint celle du nucléaire iranien. Commencée sous le règne du Shah en 1975, par une filiale de l'entreprise allemande Siemens, la construction du réacteur a été stoppée en 1979 dans le contexte de la révolution islamique puis de la guerre Iran-Irak (1980-1988). En 1995, la Russie signe un contrat pour terminer le réacteur, ce qu'elle fera en 2009. La centrale alimente l'Iran depuis 2011. (© DR)

laissez adopter les sanctions internationales, la Russie a accru ses échanges avec l'Iran. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de Téhéran, échangeant hydrocarbures contre produits manufacturés. L'Inde a également été un gros client jusqu'aux rappels à l'ordre de Washington. Malgré des relations tendues avec Islamabad, l'Iran a d'ailleurs lancé en 2013 les travaux d'un gazoduc Iran-Pakistan dont le destinataire final sera l'Inde (2). À travers des voyages officiels croisés, les relations bilatérales ont été renforcées avec le Venezuela du colonel Chavez, l'Équateur, la Bolivie, la Biélorussie. Dans une tentative de contourner le Conseil de Sécurité, un accord tripartite sur l'uranium enrichi a été signé en mai 2010 à Téhéran, par le président brésilien, Inacio Lula da Silva, et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Ce projet a fait long feu, mais souligne le soutien du Brésil à l'Iran, et l'importance des relations bilatérales avec la Turquie. Malgré les divergences, les intérêts stratégiques et économiques partagés par Téhéran et Ankara ont fondé une realpolitik de bon voisinage, au moins jusqu'aux printemps arabes de 2011.

En direction du monde arabe, l'Iran chiite se veut un pilier de l'« Axe de la résistance » contre Israël, avec la Syrie, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien (qu'il alimente en missiles). Téhéran entretient des relations conflictuelles avec l'Arabie saoudite, dans une évidente rivalité de puissance, avec des contentieux multiples : l'antagonisme du salafisme wahhabite et du chiisme iranien; la monarchie tribale-dynastique contre une république née d'une révolution; le « parapluie américain » contre l'anti-impérialisme non aligné; le soutien supposé de Téhéran à la contestation chiite à Bahreïn, etc. Les relations sont moins conflictuelles avec d'autres États du Conseil de coopération du Golfe : le Qatar partage prudemment avec l'Iran l'exploitation du dôme gazier qui fait sa fortune; Dubaï doit une partie de sa prospérité aux échanges légaux ou illé-

gaux avec l'Iran; Oman entretient de très bonnes relations bilatérales. Dans la diplomatie de l'Iran, la realpolitik d'un vieil État paraît donc l'emporter sur les impératifs confessionnels – le chiisme –, ou idéologiques – le révolutionnarisme anti-impérialiste. Même si ce dernier reste opératoire, comme au printemps 2009, quand le nouveau président américain a voulu mettre en œuvre une « remise à zéro » (Reset) du dossier iranien. Barack Obama a tendu la main sans condition à l'Iran

“Les Américains ont sous-estimé l'intérêt qu'il pouvait y avoir à renouer des relations avec l'Iran pour rétablir un nouvel État irakien. ”

lors de ses vœux pour le Nouvel An kurdo-iranien (Nowrouz) du 21 mars, puis lors de son discours au monde arabe et musulman à l'université du Caire, le 4 juin 2009. Deux propositions rejetées par les conservateurs de Téhéran, qui y ont vu une preuve de faiblesse du « Grand Satan ».

L'Iran, les révoltes arabes, la Syrie : quel « arc chiite » ?

Au printemps 2011, la République islamique a initialement soutenu les contestations populaires affaiblissant des régimes proches des États-Unis et ayant signé des accords avec Israël – principalement l'Égypte. Téhéran attendait aussi beaucoup de la contestation chiite à Bahreïn. Le Guide Khamenei a alors exprimé le souhait que sortent de ces mouvements





populaires, comparés à la révolution de 1979, des républiques islamiques «à l'iranienne». Il n'en a rien été, car les printemps arabes n'étaient en rien déterminés par des questions internationales. Les relations diplomatiques n'ont pu être rétablies avec la nouvelle Égypte. La révolution à Bahreïn a été écrasée dès mars 2011 par une intervention militaire saoudienne. Mais c'est surtout le développement de la contestation contre la dictature de Bachar al-Assad qui a posé problème à Téhéran. La République islamique a dû opérer un *distinguo* entre les bonnes révoltes, antioccidentales, et le complot international de l'Occident, du sionisme et de l'Arabie saoudite contre la Syrie. Plus pour des raisons stratégiques que par affinités confessionnelles, Téhéran et le Hezbollah libanais se sont donc engagés dans la défense du régime de Damas, pièce maîtresse du dispositif iranien au Proche-Orient. L'Iran a envoyé en Syrie des éléments de la force Al-Qods, bras armé des Gardiens de la révolution (Pasdaran), et procure à Damas une aide financière et matérielle massive, qui aggrave l'épuisement de l'économie iranienne. Le coût est également politique auprès des opinions publiques arabes sunnites : en 2012, le Hamas palestinien a ainsi rompu avec Damas pour protester contre la répression des Frères musulmans sunnites par le régime baassiste alaouite et ses soutiens chiites. Le conflit syrien est à l'origine d'une nouvelle grille de lecture du Moyen-Orient depuis 2011, opposant un «arc chiite» (piloté par l'Iran, et composé de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et du Hezbollah libanais) à un «bloc

“Plus pour des raisons stratégiques que par affinités confessionnelles, Téhéran et le Hezbollah libanais se sont engagés dans la défense du régime de Damas. ”

sunnite» (l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Égypte et la Turquie). En réalité, ces deux notions doivent être déconstruites, et chacun des «blocs» relativisé. Apparue fin 2004, la notion d'«arc chiite» est jordanienne, néoconservatrice américaine, et saoudienne. Elle exprime surtout la crainte des monarchies conservatrices envers la disparition de l'État sunnite en Irak, au profit des chiites. Le chiisme est évidemment un élément important du *soft power* iranien, mais ne suffit pas à créer un «arc chiite» inféodé à Téhéran. Quant au «bloc sunnite», il est largement fissuré : l'Arabie saoudite et le Qatar se déchirent sur la question des Frères musulmans; l'Égypte post-Moubarak est absente de la scène régionale, puis brouillée avec la Turquie qui a soutenu le président frériste Mohammed Morsi et s'est enlisée dans le conflit syrien.

2013-2014 : facteurs et limites du changement

• Un «facteur Hassan Rohani» à l'international?

Le clerc et juriste Hassan Rohani a été élu au premier tour, le 14 juin 2013, avec 50,71% des suffrages. Qualifié de «modéré», ou de «réformateur», il appartient à la faction des «reconstructeurs» proche de l'ancien président Rafsandjani : des réa-



listes centristes tenants d'une libéralisation économique et d'une ouverture sur le plan international, tout en préservant le fonctionnement du système. Son élection n'a pu avoir lieu qu'avec l'accord préalable du Conseil des gardiens puis du Guide. Hassan Rohani, homme du sérap, secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale pendant seize ans (1989-2005), n'est donc pas en rupture ou en dissidence : il est l'une des options du régime islamique pour procéder à des inflexions en politique intérieure et en politique étrangère, permettant de relégitimer le régime islamique. Un an après son élection, son bilan en matière de droits de l'homme et de libertés est nettement moins convaincant que son bilan sur la scène internationale⁽³⁾. Affable et souriant, il n'a pas eu de difficulté à apparaître comme l'antithèse d'un Ahmadinejad belliqueux et antisémite. Son discours devant l'assemblée générale de l'ONU le 24 septembre 2013 a été bien reçu. L'épisode new-yorkais le plus médiatisé a alors été le «coup de téléphone historique» passé par le président américain à son homologue iranien. L'arrivée de Hassan Rohani à la présidence explique donc en partie le déblocage des négociations sur le nucléaire. L'architecture institutionnelle de la République islamique fait cependant que les questions de sécurité nationale et de politique étrangère sont beaucoup moins du domaine du président de la République que du Guide, de son bureau, et des organismes de sécurité qui regroupent des représentants de tous les courants du régime. Ce qui laisse une marge de manœuvre au président, mais dans les limites des directives du Guide. Son objectif, exprimé lors de la campagne présidentielle, est d'obtenir des Occidentaux des concessions se traduisant par des changements économiques rapides et visibles par la population.

• Obama, de la «main tendue» au «pivot iranien»?

Quatre ans après la main tendue de 2009, et après une vigoureuse politique de sanctions, la Maison-Blanche entend

Photo ci-dessus :
Dans le Nord de l'Irak, des djihadistes de l'État islamique (EI) défilent dans une ville qu'ils viennent de conquérir. L'EI a proclamé, le 29 juin 2014, un nouveau califat, le premier depuis la chute du califat ottoman en 1924. Le territoire contrôlé par ce groupe sunnite ultrarigoriste et particulièrement violent s'étend de l'est de la Syrie au sud-ouest de Bagdad. Alors que de nombreux chiites ont déjà été tués par les troupes de l'EI, laissant craindre une aggravation de la guerre confessionnelle qui sévit depuis 2011 en Irak, l'Iran a déjà fait savoir qu'il ne laisserait pas les troupes de l'EI détruire les lieux saints chiites. Selon certaines sources, et comme en Syrie, des troupes iraniennes des forces Al-Qods combattraient déjà en Irak. (© DR)



Dossier

redéfinir sa politique iranienne si les négociations de Vienne aboutissent⁽⁴⁾. Certains spécialistes évoquent même un «pivot iranien» (*Iranian Switch*), par assimilation au «pivot Asie-Pacifique»⁽⁵⁾. Washington n'a pas attendu l'élection de Hassan Rohani pour ouvrir, par l'intermédiaire du Sultanat d'Oman, des discussions bilatérales secrètes avec Téhéran. Les Iraniens ont beau annoncer parallèlement des discussions avec la Russie à Rome, il est évident que ce sont les premières qui font sens, pour un rétablissement de relations politiques, puis diplomatiques. La volonté est américaine, le président Obama cherchant à marquer son second mandat par une percée diplomatique majeure, faute de réussite dans d'autres dossiers moyen-orientaux. Elle rencontre une demande iranienne, rarement dite comme telle publiquement, mais soutenue par une partie de la population iranienne, en particulier du côté de la jeunesse. Et le président américain compte sur

sur ce second front, au-delà de l'envoi en urgence de combattants de la force Al-Qods et de la formation de milices après l'appel à la mobilisation lancé par le grand ayatollah de Nadjaf, Ali al-Sistani, le 13 juin. Car l'Iran n'a pas toutes les cartes en mains, et doit composer avec d'autres intervenants extérieurs. L'Irak devient ainsi le théâtre d'une coalition potentielle inédite entre l'Iran, les États-Unis et la Russie, qui convergent dans leur soutien à Bagdad, au contraire de leurs engagements divergents dans la Syrie voisine. La crise pourrait permettre à Téhéran de valoriser son rôle de puissance régionale garante de stabilité, donc incontournable. Le secrétaire d'État américain, John Kerry, et le président Rohani ont, au même moment, évoqué des actions communes contre la menace djihadiste, ce qui a provoqué l'ire des conservateurs à Téhéran : ils entendent traiter les questions irakiennes dans un cadre bilatéral, et surtout sans implication de Washington, qu'ils rendent responsable, avec leurs alliés du Golfe, de la poussée de l'État islamique.

“ Hassan Rohani, homme du sérial, secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale pendant seize ans, n'est pas en rupture ou en dissidence : il est l'une des options du régime islamique pour procéder à des inflexions en politique intérieure et en politique étrangère, permettant de relégitimer le régime islamique. ”



Photo ci-dessus :
Le 25 février 2010, à Damas, le président syrien, Bachar al-Assad, reçoit son homologue iranien, l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad, et Hassan Nasrallah, dirigeant du Hezbollah. Les relations étroites entre la Syrie et l'Iran remontent à la guerre Iran-Irak tandis que le Hezbollah est lui-même une création iranienne dans le contexte de la première guerre du Liban. L'Iran et le Hezbollah demeurent aujourd'hui plus que jamais les principaux soutiens, y compris militaires, du régime syrien. (© AFP/HO/SANA)

l'impatience des acteurs économiques occidentaux à accéder à un marché iranien très demandeur d'investissements dans tous les secteurs d'activité. De pays infréquentable, étranglé et épais par les conflits régionaux, les embargos et les sanctions, l'Iran redevient brusquement un pays très convoité. Sans que cela empêche d'ailleurs l'adhésion de tous : les réticences de la diplomatie française à l'égard de l'Iran sont de notoriété publique en 2013-2014.

• 2014 : L'État islamique en Irak, accélérateur des convergences ?

Face à la prise de contrôle du Nord de l'Irak par les djihadistes sunnites de l'État islamique (EI), alliés à une partie de l'ancien appareil baasiste et des tribus sunnites, Téhéran ne peut que s'inquiéter de la situation. L'Iran n'a rien à gagner à un Irak éclaté entre un gouvernement minoritaire du chiite Nouri Al-Maliki ne contrôlant que Bagdad et le sud chiite, un gouvernement régional du Kurdistan et l'«État islamique» du nouveau calife autoproclamé, Abu Bakr al-Baghdadi, grand pourfendeur des chiites. L'Iran n'interviendra pas nécessairement massivement

Trois scénarios

Dès lors, trois hypothèses paraissent envisageables. Si la première est la moins probable, les deux autres devraient, par prudence, être envisagées à égalité.

• Un enlisement improbable

Le climat tendu à l'ouverture des négociations le 3 juillet 2014 pourrait augurer d'une situation qui a caractérisé la décennie précédente : l'enlisement. La partie iranienne, rompue à l'exercice, pourrait multiplier les manœuvres dilatoires, les suspensions de séances, le report des échéances : la tentation pourrait exister par la difficulté à arriver à un consensus au sein d'un appareil décisionnel complexe. Il semble cependant que la possibilité de «faire durer» ait atteint ses limites. Parce que le poids des sanctions est désormais tel que leur levée est devenue un enjeu politique intérieur majeur. Parce que les Occidentaux n'entendent pas supporter plus longtemps le jeu iranien. Les présidents Obama et Hollande ont prévenu : plutôt pas d'accord avec Téhéran qu'un mauvais accord, incomplet et insatisfaisant.



• L'échec du processus

Aux États-Unis comme en Iran, les groupes de pression s'activent pour faire échouer le processus de négociations. À Téhéran, les ultraconservateurs voient d'un mauvais œil leur fonds de commerce idéologique (l'antiaméricanisme) et certains de leurs intérêts économiques (les fructueux contournements des embargos et des sanctions) menacés par le rapprochement avec l'Occident, et préféreraient ne rien lâcher, fût-ce au prix de souffrances économiques et sociales durables. Les attaques antichiites en Syrie, en Irak, à Bahreïn confortent la «ligne dure» qui pilote les dossiers syrien et irakien et attend tout signe de «faiblesse» à Genève pour attaquer Hassan Rohani. L'administration Obama est confrontée à un Congrès travaillé par les lobbies pro-israéliens et prosaoudiens, républicains, mais aussi démocrates, qui entendent maintenir ou accroître les sanctions. La Maison-Blanche doit donc tenir un discours de fermeté, et ne pas exclure un échec des négociations. Lequel serait un échec politique majeur pour le président Rohani qui, incapable de faire bouger les lignes, sera discrédité aux yeux de son électorat et de ses adversaires conservateurs. L'échec relancerait le programme d'enrichissement de l'uranium, au prix d'une réactivation des menaces d'une intervention militaire contre les installations nucléaires.



juif, et pour la sécurité mondiale. Pour certaines pétromonarchies du Golfe, un accord sur le nucléaire et un éventuel «pivot iranien» de Washington modifierait profondément les termes de la sécurité régionale. Ce qui renforce un anti-américanisme croissant depuis 2001 et 2003, exacerbé par l'attitude américaine pendant les printemps arabes de 2011⁽⁶⁾. Les États-Unis multiplient donc déclarations et visites officielles pour assurer à leurs «amis et alliés du Golfe» qu'ils n'entendent pas remettre en cause les accords de sécurité conclus depuis 1945⁽⁷⁾. Et de laisser entendre qu'un succès sur

verraient un Iran isolé, mais résilient, aux multiples incertitudes de son environnement régional. Également envisageables, un succès des négociations et la réintégration de l'Iran dans le «concert des nations» donneraient peut-être au président Rohani l'occasion de mettre en œuvre ses promesses de libéralisation politique, à ce jour non vérifiées. La confiance semble revenue, les attentes sont fortes, mais les marges de manœuvre décidément très étroites.

Jean-Paul Burdy

Notes

(1) Mohammad-Reza Djalili, « Politique étrangère de la République islamique : le rôle du président », *Confluences Méditerranée*, n° 88, hiver 2013-2014, p. 19-34.

(2) Jean-Paul Burdy, « Des voisins qui contribuent à l'instabilité régionale : Pakistan-Inde et Iran », in Pierre Micheletti (dir.), *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits*, Paris, PUG-RFI, 2011, p. 29-50.

(3) Karim Lahidji, « Iran : les libertés victimes de promesses mortes », *Libération*, 14 juin 2014.

(4) Denis Bauchard, « États-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain », *Confluences Méditerranée*, n° 88, hiver 2013-2014, p. 91-112.

(5) Juan Cole, « The second Iran-Iraq War and the American Switch », *Informed Comment*, 16 juin 2014.

(6) Clément Therme, « La nouvelle «guerre froide» entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n° 88, hiver 2013-2014, p. 113-125.

(7) Jean-Paul Burdy, « L'alliance avec les États-Unis, entre antiaméricanisme et sécurité régionale », *Moyen-Orient*, n° 22, avril-juin 2014, p. 61-65.

“ L'Irak devient le théâtre d'une coalition potentielle inédite entre l'Iran, les États-Unis et la Russie, qui convergent dans leur soutien à Bagdad, au contraire de leurs engagements divergents dans la Syrie voisine. ”

• Bénéficiaires et déçus d'un succès

Un succès entraînerait une levée des sanctions et permettrait à l'Iran de réintégrer les marchés mondiaux, améliorant la situation de sa population, et offrirait des opportunités majeures aux entreprises du monde entier aux appétits aiguisés par le marché iranien. Mais le succès aurait ses déçus. Israël persistera dans sa dénonciation de la dangerosité de l'Iran, et pour l'existence même de l'État

le nucléaire à Genève pourrait ouvrir des pistes d'évolution politique du conflit en Syrie, dont l'Iran est un acteur clé. Le préaccord historique de novembre 2013 a entrouvert un nouveau champ des possibles : celui d'une reconfiguration majeure des relations de l'Iran au monde occidental, et tout spécialement avec les États-Unis. Les Iraniens n'étant sans doute plus les maîtres du temps, l'échec reste possible : il ren-

Photo ci-contre :

En novembre 1979, un otage américain est conduit dans un lieu sécurisé par des militants iraniens. Après la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, le 4 novembre 1979, par plusieurs centaines d'étudiants hostiles à l'accueil du Shah aux États-Unis, le personnel de l'ambassade est pris en otage. En échange de sa libération, l'Iran réclame que le Shah soit transféré en Iran. Les États-Unis, alors dirigés par le président Jimmy Carter, tenteront de libérer les otages par la force, avec l'opération « Eagle Claw » en avril 1980, qui se soldera par un échec cuisant. Les otages seront finalement libérés le 20 janvier 1981, le jour de l'investiture de Ronald Reagan à la tête des États-Unis, après 444 jours de captivité. (© DR)